

Recherche et Enseignement Supérieur

Communiqué des organisations syndicales
Pour nos salaires,
L'emploi public et la défense des missions publiques

Le 8 février 2007 **Tous dans l'action et la grève**

Les fédérations des fonctionnaires : CGT, CFDT, UNSA, FO, FSU, Solidaires appellent les personnels à agir et à la grève, dès le 8 février, sans attendre les échéances électorales, pour le rattrapage du pouvoir d'achat, l'augmentation des salaires, l'amélioration des carrières, la résorption de la précarité et la défense des missions des services publics. Les organisations syndicales de la recherche et de l'enseignement supérieur s'inscrivent complètement dans cette initiative.

Huit mois après le vote du « Pacte pour la recherche », les organisations syndicales de la recherche et de l'enseignement supérieur en condamnent le contenu. Les missions de service public de la recherche et de l'enseignement supérieur sont mises à mal par cette loi. Elle désorganise la recherche en passant d'une logique de financement de structures à celle d'un financement par projet. Toute une batterie de nouvelles institutions, ANR, AERES, PRES, RTRA, AII¹, instituts Carnot, pôles de compétitivité...et même projet de consortium (INRAD/CIRAD) remet en cause le service public :

- les PRES mettent en péril l'accès des étudiants à l'enseignement supérieur, et le caractère national des formations et des diplômes,
- les conseils d'administration ne comportent quasiment aucun élu des personnels. Il y a perte de représentativité,
- le soutien de base aux unités est en régression et les crédits distribués par l'ANR sont en forte expansion. Cela déstructure les équipes et laboratoires et accroît la concurrence sauvage entre les acteurs de la recherche,
- le manque d'emplois de titulaires et l'accroissement des emplois précaires ont des conséquences désastreuses pour l'avenir des jeunes diplômés et des jeunes chercheurs. En 2005, l'ANR avoue financer 1500 CDD. Les organismes et établissements de la recherche et de l'enseignement supérieur ne cessent d'avoir recours à un nombre de plus en plus important de CDD, y compris pour les fonctions administratives et techniques,
- le pouvoir d'achat se dégrade comme vient de le démontrer une étude récente (par exemple moins 20% en 15 ans dans l'enseignement!). Le recours aux primes sélectives est inacceptable sur le principe, et ne règle rien sur le fond,
- l'amélioration des carrières se fait attendre. Le nombre de promotions est insuffisant et les grilles indiciaires peu attractives.

Par ailleurs, les organisations syndicales s'indignent des conclusions d'un récent rapport des services de l'Etat qui remet en cause l'efficacité des personnels de la recherche publique et recommande de l'assujettir encore plus aux besoins d'innovation de la recherche privée.

Les organisations syndicales :

FSU (SNASUB, SNCS, SNESUP), CGT (FERC-Sup, SNTRS, CGT-INRA), CFDT (STREM, SGEN-Recherche-EPST) UNSA(A&I, SNPTES, Sup Recherche), SUD-Recherche-EPST

Appellent les personnels à se mobiliser **Et à faire grève le 8 février 2007**

Paris le 24 janvier 2007

¹ ANR Agence nationale de recherche, AERES Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur, PRES Pôle de recherche et d'enseignement supérieur, RTRA Réseau thématique de recherche avancée, AII Agence de l'innovation industrielle.